

Sélection à l'université, réforme du bac : contre l'école du tri social

Lorsque l'on veut tuer son chien, on dit qu'il a la rage : le dicton est parfaitement adapté à la réforme en cours de l'entrée à l'Université. Cet été, une forte émotion populaire a été suscitée par les dysfonctionnements du système Admission Post Bac (APV), qui a conduit de nombreuses filières à avoir recours au tirage au sort pour l'inscription en L1. La réponse du gouvernement est simple : mieux vaut la sélection à l'entrée à l'Université que le tirage au sort !

C'est ainsi que le rêve des capitalistes depuis plus de cinquante ans se réalise : **le projet de loi présenté le 30 octobre par la ministre établit ainsi purement et simplement la sélection à l'entrée à l'université**, dès lors que « l'effectif des candidatures excède les capacités d'accueil d'une formation, les inscriptions sont prononcées par le président ou directeur de l'établissement dans la limite des capacités d'accueil, après vérification de la cohérence entre, d'une part, le projet de formation du candidat, les acquis de sa formation initiale ou ses compétences et, d'autre part, les caractéristiques de la formation ».

Cette réforme touche évidemment en premier lieu les actuel-le-s lycéen-ne-s, qui ne s'y trompent pas : une manifestation aura lieu dès mercredi 22 novembre à l'appel d'une coordination de lycées parisiens et du 93. Mais elle accentue encore davantage le rôle de tri social dévolu à l'école, en refusant encore davantage aux élèves la possibilité d'échapper aux conséquences des difficultés ren-

contrées durant leur cursus scolaire, par une inscription librement choisie à telle ou telle filière universitaire.

Dans les territoires dans lesquels l'institution scolaire est particulièrement dégradée, c'est ainsi la double peine : une appartenance à un tel territoire implique un risque d'échec scolaire beaucoup plus élevé qu'ailleurs, et l'échec scolaire débouche sur une affectation dans le supérieur qui ne correspond en rien au projet des élèves. C'est certes déjà en grande partie le cas, mais rien ne nous oblige à accepter la pente naturelle d'un système imposé par les classes dominantes : **la sélection à la fac c'est l'école du tri social ! En tant que personnels de l'éducation, nous sommes toutes et tous concerné-e-s !**

Ce projet de loi s'articule enfin aux annonces faites par Blanquer au sujet du Bac. D'une part, le contrôle continu serait renforcé, le contrôle terminal étant réduit à quatre disciplines. Or, nous savons très bien avec le précédent des lycées professionnels, un contrôle continu renforcé créerait des bacs « territoriaux », et donnerait donc une valeur différente aux bacs de centre-ville parisien qu'au bac estampillé « lycée du 93 ». D'autre part, le Bac ne serait plus la conclusion des études secondaires, et ainsi le premier niveau de qualification ouvrant à des droits dans le monde du travail, mais il serait la porte d'entrée vers la sélection dans le supérieur : en effet, les filières pourraient attribuer un coefficient différent aux différentes matières du contrôle terminal en fonction de leurs besoins.

**NI SELECTION
NI TIRAGE AU SORT**

**Une université
ouverte à toutes
et tous**

SUD éducation 93 soutient la mobilisation en cours des lycéen-ne-s, à commencer par la manifestation des lycéen-ne-s du 22 novembre à 13h à République.

SUD éducation 93 appelle les personnels de lycée à s'emparer de ces questions et à débattre en assemblée générale des perspectives de mobilisation (grève, etc.)